



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 39 / 2024
Autorisant le stationnement pour travaux

Le Maire de Lorry-lès-Metz,

- VU** la Loi Municipale Locale du 6 juin 1895, article 16, relative aux pouvoirs de la police du Maire,
- VU** la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des départements et des régions,
- VU** la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 complétant et modifiant la loi n° 82-213 du 02 mars 1982.
- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L2213-6.1
- VU** Le Code de la Route et notamment les articles L411-1 0 L411-7
- VU** L'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I et notamment la 40^{ème} partie « signalisation de prescription » approuvé par décret du 07 juin 1977.

Considérant la demande de la société 2R BATIMENT de pouvoir occuper le domaine public pour stationner 2 camionnettes Grand 'rue pour effectuer des travaux au 6 clos du Verger

ARRETE

- Article 1 :** La société 2R BATIMENT est autorisée à stationner sur **2** emplacements réservés au niveau du 25 Grand 'rue. Tout autre stationnement à cet emplacement sera interdit et considéré comme gênant.
- Article 2 :** La gestion de la circulation et la signalisation des prescriptions visées aux articles ci-dessus seront mises en place conformément à la réglementation en vigueur, et notamment les dispositions du livre I – 8^{ème} partie « signalisation temporaire », approuvées par décret du 20 septembre 1978, à la diligence et sous la responsabilité de l'entreprise 2R BATIMENT.
- Article 3 :** Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :

Monsieur le Major de Gendarmerie de Sainte-Marie-aux Chênes
Monsieur le Chef de La Police Municipale
Monsieur le responsable de l'entreprise 2R BATIMENT

Fait à Lorry-Lès-Metz, le 27 mars 2024

Le Maire,


Philippe GLESER

Conformément à l'article R. 421-1 et suivants du Code de Justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.